

Osez le Féminisme!

<http://www.osezlefeminisme.fr> - n°19 - avril 2012

Les Féministes en mouvements (FEM), ont réussi à mettre l'égalité femmes-hommes à l'agenda de la campagne. La soirée de la Cigale, organisée le

7 mars par ce collectif de 45 associations féministes - dont OLF! - a été un succès : 4 candidat-e-s étaient au rendez-vous pour répondre à nos interpellations. Près de 1 500 personnes sont venues y assister et le relais médiatique a été de taille.

Preuve que, lorsqu'il est uni, le mouvement féministe est fort, enthousiasmant et audible. Cette capacité à se faire entendre est plus que jamais indispensable dans un contexte de crise et de reculs des droits des femmes sur le

droit à l'avortement, l'égalité salariale ou encore les violences.

Lors de cette soirée, nous avons obtenu des engagements; nous avons aussi constaté des silences. Et nous n'avons rien entendu de la droite, seuls les candidat-e-s de gauche ayant répondu à notre invitation. Chacune et chacun pourra se faire sa propre opinion en reVISIONnant les vidéos de la soirée et en lisant nos décriptages sur le site de la campagne « 2012 : l'égalité maintenant! ». Chacune et chacun en tirera les conclusions pour son vote.

Mais rien n'est acquis : au lendemain des élections, vigilance et mobilisation seront de mise pour que ces engagements soient tenus. L'égalité femmes-hommes doit rester à l'agenda politique, de manière durable.

Nous ne les lâcherons pas!

ÉDITO

**PARI GAGNÉ !
À SUIVRE...!**

AGENDA

- ✓ **Vendredi 20 avril à partir de 20h - 3 ans qu'Osez le féminisme se rebelle contre le sexisme!**

Ça se fête!

Communes images

8 rue Godillot - Saint-Ouen (93)

Métro Garibaldi ou

Mairie de Saint-Ouen (ligne 13)

- ✓ **9 mai : Rencontre avec Geneviève Fraisse à 19h**

Librairie Violette and Co

102 rue de Charonne - 75011

À l'occasion de la parution de son

recueil de textes et d'entretiens

« La fabrique du féminisme »

- ✓ **Le 12 mai : Assemblée générale d'Osez le féminisme**

- ✓ **Les 7 et 8 juillet : Ilèmes Rencontres d'été des Féministes en mouvements)**



© Claire GUIRAUD

La soirée du 7 mars 2012 à la Cigale organisée par les FEM.

QUI SOMMES-NOUS ?

Parce que nous considérons que l'émancipation de toutes et tous passe par l'égalité, nous nous rassemblons, femmes et hommes, militantes et militants aux expériences diverses, pour prendre part au combat féministe. Violences, discriminations, dominations, oppressions, nous en avons assez. Nous affirmons les valeurs universelles portées par le féminisme, combat progressiste pour l'égalité et la laïcité.

MAIS QU'EST-CE QU'ELLES VEULENT (ENCORE?)

Le manifeste des Féministes en Mouvement, « *Mais qu'est-ce qu'elles veulent (encore)?* » est en librairie! Ces 45 associations s'étaient réunies pendant deux jours en juillet 2011, à Évry pour débattre des grands chantiers du féminisme. Dans ce manifeste, une analyse des inégalités qui subsistent encore et trente propositions pour faire de l'égalité femmes-hommes une réalité, en termes de parité, de sexisme ordinaire, de violence, d'égalité salariale, ou de droit des femmes à disposer de leur corps. Les candidat-e-s sont fortement invité-e-s à s'en inspirer!

CLAIRE PIOT

UNE PLAQUE POUR MADELEINE PELLETIER

Depuis le 8 mars, à Paris, une plaque célèbre la mémoire de Madeleine PELLETIER rue de Gergovie (14^{ème}), où elle a ouvert son premier cabinet médical. Née en 1874 et décédée en 1939, celle qui se définissait comme « *féministe intégrale* » a été la première femme psychiatre. Promotrice du droit de vote des femmes dans son journal *La Suffragiste*, elle s'est présentée aux législatives de 1910 à Paris, mais sa candidature fut rejetée. Auteure de nombreux ouvrages, dont « *La Femme en lutte pour ses droits* » et « *L'éducation féministe des filles* », elle a aussi défendu le droit à l'avortement. Une pionnière à découvrir. À quand une rue ?

CÉCILE AKTOUF



Madeleine PELLETIER (1874-1939)

BEAUTÉ FATALE



Mona CHOLLET, « *Beauté fatale, les nouveaux visages d'une aliénation féminine* », Paris, Zones, 2012.

Soutien-gorges rembourrés pour fillettes, banalisation de la chirurgie esthétique, Mona CHOLLET dénonce dans son dernier livre la « tyrannie du look » imposée aux femmes, contraintes à n'exister qu'au travers de leur corps et de leur apparence. L'omniprésence de modèles inatteignables, l'obsession de la minceur nuisent à l'estime de soi. La presse féminine, loin de libérer les femmes, conforte des modèles de féminité stéréotypés. Le livre propose ainsi une analyse pertinente des normes imposées aux femmes, au travers des discours publicitaires et des séries télévisées.

LAURE SYDOLA

DEUX SIÈCLES DE FÉMINISME INDIEN

Dis, c'est quoi le féminisme indien? Beaucoup de choses à la fois, répond Martine VAN WOERKENS dans « *Nous ne sommes pas des fleurs : Deux siècles de féminisme indien* ». Au-delà de la dénonciation des clichés sur les « femmes du tiers-monde », passives et opprimées, l'auteure souligne la diversité et le dynamisme des luttes collectives et individuelles en Inde en brossant les portraits singuliers de « femmes agissantes », dans l'exercice du pouvoir comme dans le cadre traditionnel du foyer. Nous ne sommes pas des fleurs, scandent les féministes indiennes, nous sommes des étincelles de feu!

ANNE CASTAING



Martine VAN WOERKENS, « *Nous ne sommes pas des fleurs : Deux siècles de féminisme indien* », Albin Michel, 2000.



LES FEMMES SONT... DES PIPELETTES

Et bla bla bla, et bla bla bla. Ah les femmes, toutes des pipelettes, c'est bien connu. Les femmes ne pourraient s'empêcher de parler tout le temps et le plus souvent pour ne rien dire. Ce stéréotype est souvent présenté dans les magazines féminins comme un trait de caractère inné. Pourtant, il n'en est rien. Il s'agit bien d'un cliché, qui provient sans doute des caractéristiques attribuées par la société aux femmes : elles seraient davantage vouées à l'expression, à la communication, à la futilité, alors que les hommes seraient plus secrets, plus profonds. Pourtant, les débats sur le match de la veille à la machine à café ne sont pas forcément d'une profondeur insondable... Cette image provient aussi du rôle longtemps dévolu aux femmes : réduites à la sphère domestique, leur parole, entre femmes, ne semblait être que papotages et ragots, alors que les hommes, qui accédaient à la sphère publique, utilisaient la parole comme pouvoir pour s'affirmer dans une assemblée, pour prononcer un discours politique. Le mot pipelette n'est pas méchant, mais n'est jamais utilisé au masculin. Pourtant, n'y a-t-il pas aussi des hommes pipelettes ?

LAURE SYDOLA

NON, IL N'Y A PAS TROP D'IVG!

Un livre sur la sexualité des jeunes [1] propose des mesures pour diminuer les grossesses non désirées et éviter les avortements chez les jeunes. Ce livre dresse des constats intéressants sur le difficile accès à la contraception, mais dramatise, à tort, le recours à l'avortement.

Comment garantir un meilleur accès à la contraception et une éducation à la sexualité pour les jeunes ? La question est cruciale ; il s'agit ici de faire du droit à disposer de son corps une réalité pour toutes. Les pistes proposées dans le livre sont intéressantes : promouvoir les méthodes de contraception de longue durée - et en particulier le dispositif intra utérin (appelé aussi stérilet) - ; renforcer la double protection : locale (préservatif) et hormonale ; et rendre la contraception gratuite.

Il est proposé aussi d'appliquer la loi concernant l'information sexuelle à l'école et l'anonymat de la consultation médicale pour les mineures, mesures déjà prévues par la loi AUBRY de 2001.

Si ces propositions correspondent aux revendications d'Osez le féminisme!, l'analyse sur l'avortement doit être fortement relativisée.

Le recours à l'avortement chez les mineures y est présenté comme étant en hausse, le nombre d'avortements passant de 8700 en 1990 à 11700 en 2009. Or, les travaux de l'INED démontrent que l'augmentation du nombre d'IVG des mineures entre 1990 et 2005 est liée au fait que les jeunes femmes avortent davantage en cas de grossesse non désirée et non à une augmentation des grossesses adolescentes. Un constat dont on ne peut que se satisfaire, probablement le fruit de la loi AUBRY de 2001, qui avait pour but précisément de faciliter le recours à l'avortement pour les mineures.

L'avortement, un droit considéré comme un échec

La conquête du droit à l'avortement a constitué une avancée majeure pour les femmes. Pourtant, 37 ans

après la loi VEIL, l'avortement est toujours vu au mieux comme un échec, au pire comme une faute. Idée que perpétuent les auteur-e-s de ce livre, en insistant sur les prétendues conséquences psychologiques de l'avortement. Leur méthodologie est d'ailleurs remise en cause par de

nombreux- ses chercheur-e-s : le rapport de l'Academy of Medical Royal Colleges conclut, par exemple, à des observations inverses.

Ce type de discours renforce la culpabilisation des femmes ayant recours à l'avortement : lorsque tout le monde s'accorde à dire que l'avortement ne peut être vécu autrement que comme un drame, comment bien le vivre ? Le site <http://blog.jevaibienmerci.net/> nous montre au contraire qu'on peut avorter et aller très bien (merci) !

40 % des femmes en France auront recours à l'avortement à un moment donné de leur vie. « L'IVG n'est donc pas un évènement exceptionnel.



Défense du CIVG de Saint-Antoine le 4 février 2012.

© Jean-Claude SACET

Elle constitue une composante structurelle de la vie sexuelle et reproductive et doit être prise en compte en tant que telle » note ainsi le rapport de l'inspection générale de l'action sanitaire (IGAS) en 2010. À l'heure où le Front National ose parler d' « IVG de confort », où les extrémistes anti-choix envahissent Internet et manifestent devant les centres IVG, il est fondamental de défendre l'avortement : oui, l'avortement est un droit fondamental des femmes. Non, il n'y a pas trop d'avortements en France.

LUCIE GROUSSIN

[1] Israël NISAND, Brigitte LETOMBE et Sophie MARINOPOULOS : « Et si on parlait de sexe à nos ados ? », Odile Jacob, 2012.

Nouvelles menaces sur le Planning Familial

En 2009, le gouvernement avait déjà menacé de réduire de 42 % les crédits alloués au Planning Familial. Suite à une forte mobilisation sociale, il avait finalement reculé et signé une convention triennale de financement qui a pris fin en décembre 2011. En 2012, à nouveau, l'état fait des économies sur le planning : 500 000 € de crédits ont été retirés aux centres d'information du planning familial. Ainsi, les missions d'accueil, d'information, d'orientation et d'éducation sur les questions relatives à la contraception, l'IVG et la prévention des IST/VIH ne pourront être assurées. L'éducation à la sexualité des jeunes doit pourtant être une priorité.

JULIE MURET

Signez la pétition sur www.planning-familial.org.

« J'ai avorté et je vais bien, merci », collectif les filles des 343, éditions La ville brûle, 2012.

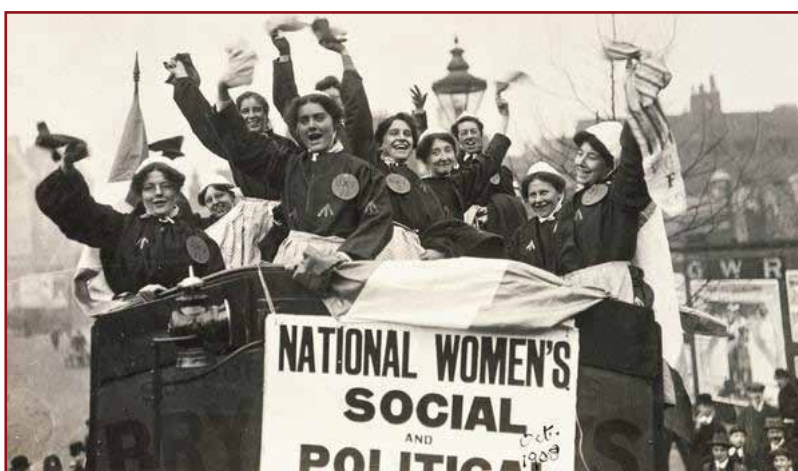
LE FÉMINISME, UNE LUTTE POLITIQUE !

Osez Le Féminisme! mène depuis plusieurs mois la campagne « Égalité 2012 ». Au programme : mobilisations citoyennes et interpellations des candidat-e-s à l'élection présidentielle, notamment au sein du collectif d'associations « Féministes en mouvement ». Pourquoi un tel investissement du champ politique ?

Osez le féminisme ! s'est donné comme mission depuis sa création d'augmenter le niveau de féminisme dans la société. Cela suppose de rappeler au grand public que les inégalités entre les femmes et les hommes sont toujours criantes en 2012, et donc que le féminisme est bien toujours d'actualité.

Le féminisme, c'est penser et vouloir que les femmes et les hommes aient les mêmes droits et les mêmes libertés. Ce n'est pas une opinion ou un mode de vie individuel mais un véritable modèle de société centré sur l'égalité femmes-hommes. Ainsi, il est politique, non au sens des institutions mais au sens de tout ce qui concerne la société.

Cela étant, le féminisme est fondamentalement radical puisqu'il vient bouleverser un ordre social qui perdure depuis des millénaires : le patriarcat. Aussi, la domination économique qui s'exerce au cœur du système capitaliste s'appuie sur le modèle de la domination masculine et le renforce. C'est donc assez logiquement que les luttes féministes trouvent écho dans les luttes « révolutionnaires » et plus largement auprès des partis de gauche. Pour autant, la question des droits des femmes est souvent, même dans ces mouvements progressistes, passée en second plan, voire à la trappe. Flora TRISTAN le dit bien : « *L'homme le plus opprimé peut opprimer un être qui est sa femme* ».



De la lutte pour le droit des votes des femmes... aux revendications féministes en 2012, les associations féministes ont toujours interpellé les partis politiques.



© Mathieu DELMESTRE

Comment réaliser une société féministe ?

Comment transformer ces idées et ce projet en réalité ? Trois leviers, imbriqués les uns les autres, permettent de faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes : les mouvements féministes, la « société civile » et les

institutions politiques.

Les mouvements féministes sont forces de propositions : ils construisent une grille d'analyse qui permet d'ausculter la société et d'en tirer des revendications. Ensuite, il s'agit de mobiliser le plus grand nombre de citoyen-ne-s sur les questions d'égalité femmes-hommes, de permettre

une prise de conscience de la société civile dans son ensemble.

Société civile et mouvements féministes peuvent alors se mobiliser pour aboutir à un rapport de force favorable vis-à-vis de la politique. Cette dernière est un levier incontournable. En effet, sans relais politiques, l'égalité salariale, le recul des violences faites aux femmes ou le droit à disposer de son corps vont rester des vœux pieux. Sensibiliser autour de soi, convaincre, est une première étape nécessaire mais insuffisante.

Pour que le quotidien des femmes puisse changer véritablement et que toutes les femmes bénéficient des avancées, ce sont les politiques qui doivent s'emparer, aussi, de ce combat. Par exemple, à titre individuel, éduquer ses enfants, filles et garçons de la même manière est intéressant, mais si les pouvoirs publics obligeaient les établissements scolaires à sensibiliser chaque génération aux stéréotypes sexistes, l'impact serait démultiplié.

Ministère des droits des femmes

C'est pourquoi Osez le féminisme ! revendique la création d'un Ministère d'Etat des droits des femmes et de l'égalité femmes-hommes, doté de moyens suffisants et d'une administration dédiée. Celui-ci afficherait la volonté politique et permettrait d'agir très concrètement contre les inégalités femmes-hommes en pilotant l'ensemble des politiques publiques et en menant des projets significatifs. L'égalité femmes-hommes est un sujet politique transversal qui doit être décliné dans tous les champs pour porter ses fruits !

Mais avant que des mesures pour l'égalité femmes-hommes soient mises en place au niveau des politiques publiques, il faut que les partis eux-mêmes soient convaincus de l'importance du féminisme, puisque ce sont les partis politiques, une fois au pouvoir, qui pourront mettre en place ces mesures. Or, bien souvent les partis politiques sont pas féministes en eux-mêmes.

Ils le deviennent sous l'impulsion des mouvements féministes et de femmes et d'hommes qui bataillent en ce sens, en leur sein.

De par le travail mené par le mouvement féministe et par des militantes politiques ces dernières années, le féminisme apparaît de plus en plus comme ce qu'il est : un combat politique. Les récentes mobilisations des Féministes en mouvements, notamment, ont permis de mettre le féminisme à l'agenda de la campagne présidentielle. Un rapport de force possible aussi car la société civile semble de plus en plus consciente de la nécessité de ce combat.

55 % des Françaises se perçoivent comme féministes, et 79 % pensent que l'existence de mouvements et d'associations féministes sont utiles aujourd'hui dans la société française.

Si les périodes de campagnes électorales sont des moments privilégiés de débat politique dans l'opinion publique, les mouvements féministes ne relâcheront pas pour autant la pression après les élections et comptent bien obtenir rapidement des avancées concrètes après les élections. L'avènement d'une société féministe est un travail de tous les instants !

CLAIRE GUIRAUD ET LUCIE SABAU

PARITÉ : POUR ÉVITER LE RETOUR EN ARRIÈRE

Chargée de recherche CNRS au CEVIPOF, Réjane SÉNAC est spécialiste de la parité. Elle a publié en janvier « L'invention de la diversité » (PUF).

Qu'est ce qui distingue la parité de la diversité ?

Le glissement de la parité à la diversité est d'autant plus aisé et tentant que ces termes sont peu ou mal définis. La parité, au sens de partage à égalité du pouvoir entre les sexes, a ouvert à un questionnement sur l'homogénéité et la reproduction des élites. Les responsables d'associations féministes interviewées lors de ma recherche sur les enjeux de l'émergence du terme de diversité dénoncent le risque de dilution de l'égalité femmes-hommes dans la diversité. Conscientes de ce risque, l'enjeu est de ne pas tomber dans le piège d'une mise en concurrence des exclusions et des dominations. Elle serait en effet source de divisions et d'affaiblissement du mouvement social. Il est donc essentiel de situer le débat et le combat au niveau d'une remise en cause structurelle des inégalités – qu'elles soient sexuées, sociales ou ethno-raciales.

La France est loin d'avoir atteint la parité. Quelles sont les mesures à prendre pour y parvenir ?

Comme l'illustre en particulier la loi du 16 décembre 2010 concernant le remplacement des conseillers généraux et régionaux par des conseillers territoriaux élu-e-s au scrutin uninominal - sans contrainte paritaire - les réformes constitutionnelles de 1999 et 2008 n'empêchent pas les retours en arrière. Afin de donner à la parité sa pleine valeur constitutionnelle, il faudrait, dans la Constitution, remplacer le verbe « favoriser » par « garantir » la parité.

De plus, les partis politiques doivent mener une réflexion sur leur mode de désignation des candidat-e-s. Face à des hommes récompensés pour leur traditionnelle fidélité et stratégie partisane, l'ouverture à la société dite civile se fait prioritairement par les femmes assignées à faire de la politique autrement.

Cette différence de critères d'investiture participe à une logique essentialiste sous couvert de plus-value de la mixité.

Propos recueillis par LINDA RAMOUL

LES PROGRAMMES DES CANDIDAT-E-S À LA PRÉSIDENTIELLE SONT-ILS FÉMINISTES ?

Dans le cadre de la campagne « 2012 : égalité maintenant ! », OLF! a décrypté les programmes des candidat-e-s aux présidentielles sous l'angle de l'égalité femmes-hommes. Résultat : peuvent mieux faire! »

Il ressort des analyses menées par OLF! (en ligne sur www.egalite2012.fr) qu'en matière d'égalité femmes-hommes, tous les partis ont des marges de progression possible.

Celles-ci sont plus ou moins importantes : gauche et droite ne se valent pas. Aujourd'hui quasiment tous les partis parlent d'égalité femmes-hommes mais il est manifeste qu'à droite, l'égalité femmes-hommes n'est pas une priorité, ni un véritable sujet de réflexion.

Traditionnellement, l'analyse des mécanismes de domination est bien plus intégrée par les partis de gauche, certains allant jusqu'à pousser assez loin leur réflexion sur les rapports genrés de domination. Gauche et droite en France sont porteuses de valeurs différentes plus ou moins aisément conciliables



Diffusion de tracts le 18 mars pendant la marche du Front de Gauche.

avec les revendications féministes qui sont les nôtres : les valeurs de solidarité, de rôle de l'Etat et des services publics, d'égalité, généralement plus portées par la gauche, sont au cœur de notre projet féministe. Sur la base de ce constat et du bilan du quinquennat de Nicolas SARKOZY, nous considérons que le changement viendra bien plus de la gauche que de la droite : c'est pourquoi Osez le féminisme! se montre particulièrement exigeante à l'égard des partis de gauche. Dans les programmes, certaines

mesures, apparemment neutres en termes d'égalité femmes-hommes vont avoir davantage d'impact sur les femmes. Par exemple, toutes les mesures qui contribuent à accentuer la crise avec des mesures de rigueur pénaliseront davantage les femmes qui forment la majorité des précaires (chômage, bas salaires, temps partiel, etc.).

Parmi les bonnes propositions que nous retrouvons dans la plupart des programmes des partis de gauche, notons le remboursement à 100% de la contraception et de l'avortement et la création d'un Ministère des droits des femmes et de l'égalité femmes-hommes de plein exercice avec des moyens financiers et humains dédiés et conséquents.

La création de ce Ministère, première des revendications portées par OLF!, nous rappelle que tout programme qui se veut féministe doit porter une approche intégrée de l'égalité, c'est-à-dire qu'aucune politique n'étant neutre au regard des inégalités femmes-hommes, chacune doit être conçue en référence aussi à son impact réel sur la situation des femmes.

C'est une approche qui fait clairement défaut à droite.

OLF et la politique

Osez le féminisme! a publié en juillet 2011 un texte intitulé « Notre rapport au politique ». Il réaffirme les deux principes qui guident notre action : le féminisme est un projet politique et l'indépendance partisane est indispensable pour mener à bien ce projet.

Nous nous plaçons résolument dans le camp du progrès social : notre projet féministe nous amène à développer des revendications fondées sur la solidarité, la justice et l'émancipation de chacun-e. Si des partis politiques reprennent nos revendications, tant mieux ! Notre rôle, en tant qu'association féministe, est de faire bouger les lignes. La meilleure garantie d'efficacité est notre indépendance politique. Celle-ci passe notamment par notre indépendance financière : nous ne percevons aucun financement de parti ou syndicat.

Le fonctionnement démocratique et le caractère collégial de la prise de décision assurent que les orientations et les actions de l'association ne dépendent pas des responsables politiques. Des garde-fous ont été posés parmi lesquels la mise en retrait des militant-e-s en cas de prise de responsabilité dans un parti. Osez le féminisme concilie ainsi rapport « décomplexé » au politique et indépendance : notre seule ligne politique, c'est l'égalité femmes-hommes !

THALIA BRETON

CLÉMENCE HELFTER

Caroline FLEPP : « Remédier à l'invisibilité des femmes dans la presse »

Ancienne militante du MLF, Caroline FLEPP est directrice de publication et fondatrice du site *Egalité-infos*, en ligne depuis septembre 2010. La philosophe Geneviève FRAISSE, l'anthropologue Françoise HÉRITIER, ou encore l'écrivaine Benoîte GROULT figurent parmi les membres du comité de « Marrainage ». Le site met en ligne des articles concernant les inégalités salariales, le foot au féminin, les hommes féministes... Un vrai site d'informations qui gagne à être connu.

Pourquoi avoir créé ce site? Comment le définissez-vous?

Les rapports et enquêtes produits depuis des années démontrent que la place des femmes dans les médias généralistes est toujours aussi faible et qu'ils donnent une image anachronique de leur réel rôle et statut dans la société. En 2010, une enquête coordonnée par la chercheuse Marlène COULOMB-GULLY montrait qu'en France, les femmes n'apparaissent que dans 27% des informations. Et le rapport 2011 de Michèle REISER sur l'image des femmes dans les médias

mettait le doigt sur le fait que seules 18% des expert-e-s présents dans les médias sont des femmes. Quand deux femmes sont invitées sur un plateau de télévision, c'est fatalement pour aborder un sujet « féminin ». Il manquait un média pour remédier à cette invisibilité des femmes dans la presse. *Egalité-info* rééquilibre une information qui oublie les femmes, aussi bien dans les thèmes traités que dans la sélection des expert-e-s invité-e-s à la commenter. Nous nous attachons à déconstruire les stéréotypes et à montrer qu'il existe des modèles plus égalitaires. Nous nous définissons comme féministes et engagé-e-s.

Quels sont les sujets que vous traitez, quels sont vos choix éditoriaux?

Nous traitons de l'actualité généraliste sous l'angle des femmes, par exemple, nous nous intéressons aux rôles qu'ont les femmes dans les révolutions arabes. Mais nous nous intéressons aussi aux questions spécifiques des droits des femmes, comme les revendications liées aux fermetures de centres IVG et de



maternités, les violences faites aux femmes, la parité en politique.

Quelles sont vos spécificités, par rapport aux autres sites qui cherchent, comme vous, à donner plus de place à la moitié de l'humanité?

Nous avons souhaité mettre l'accent sur l'international, grâce à une dizaine de correspondantes présentes aux Etats-Unis, au Mexique, ou encore en Europe. Nous traitons aussi de l'actualité des associations féministes, que nous suivons de près. Mais nous ne traitons pas que de l'actualité, nous accueillons également dans nos colonnes des tribunes et des points de vue de chercheuses et chercheurs, d'actrices et acteurs du monde associatif, politique et syndical.

Propos recueillis par **MARION MOUSSIER**

INITIATIVE

MAXIME VALETTE, MACHO DE L'ANNÉE

Qui succède à Mgr JEAN VINGT-TROIS, au président de club de foot Louis NICOLLIN, ou encore au paparazzi Jean-Claude ELFASSI? Comme tous les ans depuis 2009, les Chiennes de garde décernent le prix du Macho de l'année, pour dénoncer les insultes publiques faites aux femmes. Elles ont élu le 8 mars dernier Maxime VALETTE, fondateur du site « Vie de Merde », qui a déclaré sur Twitter, à propos de Tristane BANON : « La seule façon pour qu'elle la ferme, c'est la violer ». Cette phrase est « révélatrice d'une pensée qui considère le viol comme un instrument punitif. Elle minimise le viol, alors que 75000 femmes sont violées chaque

année en France », dénonce Marie-Noëlle BAS, présidente des Chiennes de Garde. Avec le déferlement de sexisme qui a accompagné l'affaire DSK, les Chiennes de garde avaient l'embarras du choix cette année : du « *troussage de domestique* » de Jean-François KAHN à Ivan LEVAÏ selon lequel « *pour un viol, il faut un couteau, un pistolet* ». **ADRIEN MONTROIG**



Mademoiselle, la case en trop!

Victoire! Fin 2011, les Chiennes de garde et Osez le féminisme lançaient la campagne « Mademoiselle, la case en trop! ». Après les mairies de Cesson-Sévigné et de Fontenay-sous-Bois, c'est au tour du gouvernement d'annoncer la suppression des termes « Mademoiselle », « nom de jeune fille » et « nom d'épouse » des formulaires administratifs dans une circulaire du Premier Ministre datée du 21 février dernier. Nous veillerons bien entendu à ce que cette circulaire soit effectivement et rapidement appliquée.

www.madameoumadame.fr

ASSOCIATION NATIONALE TRANSGENRE

Résolument anti-sexiste, l'ANT souhaite placer le genre au cœur du débat républicain. Créée en septembre 2004, Transaides devient en 2011 l'Association Nationale Transgenre. Au début groupe lorrain d'information et de soutien, l'ANT est désormais la plus grosse association française pour la défense de la cause Trans.

La plupart des personnes se reconnaissent au genre que la société leur attribue en fonction de leurs organes génitaux. Une personne née avec des organes génitaux féminins est non seulement identifiée, mais aussi s'identifiera souvent, à une femme; une personne née avec des organes génitaux

masculins, à un homme. La transidentité est chez un individu le fait d'avoir une identité de genre différente de son sexe physique de naissance.

L'ANT milite d'abord pour une dépsychiatriation du parcours identitaire. Car pour changer de sexe et obtenir la reconnaissance de leur nouvelle identité, les personnes transgenres doivent se soumettre à des expertises médico-psychiatriques, subir une stérilisation et enfin mener de longues batailles juridiques. Il est donc fondamental d'affirmer que la transidentité n'est pas une maladie!



L'ANT revendique principalement le droit au changement d'identité libre, gratuit, sans condition médicale et la suppression de la demande d'indication du sexe dans les documents officiels. Dans ce but, l'ANT n'hésite pas à saisir les tribunaux pour faire jurisprudence. Le 4 juin 2011, elle a réussi un beau coup d'éclat : Stéphanie, trans féminine toujours considérée comme un homme par l'Etat civil [1], a pu épouser sa compagne Elise à la mairie de Nancy.

RAPHAËLLE CHARGOIS

www.ant-france.eu

[1] Stéphanie est une « Trans M to F » (Male to Female), c'est-à-dire un homme devenu femme. Statistiquement (bien qu'il existe peu de statistiques à ce sujet) on estime la population Trans composée d'environ 60 % de Trans M to F pour 40 % de Trans F to M.

CHRONIQUES DU SEXISME ORDINAIRE

AU QUOTIDIEN CHEZ UN SEXOLOGUE...

Qu'entend-t-on dans le cabinet d'un-e sexologue ?

D'une consultation à une autre, se déclinent les mêmes frustrations. Bien des femmes peinent à s'autoriser des plaisirs sexuels pour elles-mêmes et par elles-mêmes, tandis que beaucoup d'hommes évoquent des fantasmes et comportements sexistes qui ne les épanouissent pas vraiment. « Il me presse les seins comme des agrumes, il caresse le chat avec plus de délicatesse que mon clitoris et, pour peu que je commence à ressentir du plaisir, il change de position plusieurs fois, comme s'il participait à une compète de gym,

puis il éjacule! ». « Ça ne marche pas avec ma femme, au lit, ce n'est pas ça... Elle n'est pas très coquine..., vous voyez ce que je veux dire? Ben, pas de petite gâterie, quoi! Pourtant, je la gâte, je lui offre des fleurs à la Saint-Valentin... Je lui ai même montré des films, une fois! »

Construire une sexualité libre

Matraquage d'images focalisées sur les (supposés) désirs sexuels des hommes, des panneaux publicitaires aux films pornographiques, en passant par toute la culture populaire : les clichés sur la complémentarité des sexes n'aident pas à construire des sexualités

libres. « Les représentations de la sexualité restent marquées par un clivage qui continue d'opposer une sexualité féminine pensée prioritairement dans le registre de l'affectivité et de la conjugalité, à une sexualité masculine pensée majoritairement dans le registre des besoins naturels et du plaisir. », lit-on dans l'enquête « Contexte de la Sexualité en France » [1] de 2006.

PHILIPPE TOUZET

[1] Nathalie BAJOS et Michel BOZON (dir.), Enquête sur la sexualité en France. Pratiques, genre et santé, Paris, La Découverte, 2008, 609 p.

Comité de rédaction : Laure SYDOLA et Claire PIOT - Logo : Mila JEUDY -
Maquette : Lucie GROUSSIN
Editrice : Osez le féminisme!
Directrice de publication : Julie MURET
Dépôt légal : Bibliothèque Nationale de France—ISSN 2107-0202
Imprimé par Grenier - 115 av. Raspail 94250 Gentilly



Vous souhaitez recevoir le journal, participer à sa rédaction ou à sa diffusion ?

CONTACTEZ-NOUS!

Envoyez vos coordonnées à contact@osezlefeminisme.fr
www.osezlefeminisme.fr